

Lacq, un modèle de reconversion industrielle

Le 31 décembre 2013, Total a quitté ce bassin industriel, au cœur du Béarn, et cessé l'exploitation commerciale du principal gisement français de gaz, découvert en 1957.



Le groupe japonais Toray a installé à Lacq une usine de 160 000 m² (GAIZKA IROZ/AFP).

Mais, la reconversion du site, anticipée de longue date, a permis de maintenir 8 000 emplois dans la chimie.

> Retrouvez l'ensemble des dossiers de notre séquence « Pourquoi il ne faut pas désespérer de la France »

À l'heure où les économistes soulignent la « désindustrialisation » de la France, le bassin industriel de Lacq, dans le Béarn, attire des investisseurs étrangers de premier rang. Le 26 septembre, le puissant groupe japonais Toray – 15,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 39 000 salariés – y a inauguré une usine de 160 000 m² destinée à fabriquer la matière première de la fibre de carbone, actuellement importée du Japon.

« C'est la seule du groupe en Europe », précise Bernard Martin, PDG de [Toray France](#). L'investissement est colossal: 120 millions d'euros. Avec à la clé, une cinquantaine d'emplois directs.

Et bien plus demain. D'ici à cinq ans, une deuxième usine de pré-imprégnation de fibres devrait voir le jour et employer une centaine de personnes. Le groupe nippon, qui est un des leaders mondiaux de cette fibre d'avenir, veut en faire sa base européenne pour fournir les secteurs de l'aéronautique, de l'automobile et de l'éolien. Son objectif est de transformer Lacq en « Carbon Valley ».

Elus et industriels au coude à coude

Autre annonce majeure, le géant canadien de l'énergie, [Hydro-Québec](#), va ouvrir le 1^{er} janvier 2015 un laboratoire de recherche à Lacq pour y produire, d'ici à 2020, la batterie du futur, à base de lithium-fer-phosphate (LFP), en utilisant des nanoparticules.

La région Aquitaine, copilote du projet, a activement contribué à cette implantation et a apporté une aide de 3 millions d'euros. En six ans, 400 millions d'euros devraient être investis sur Lacq pour couvrir l'ensemble de la chaîne de fabrication de ces batteries, de la poudre jusqu'au système de stockage. Avec à la clé, 600 emplois directs.

De son côté, [Cofely services](#) va dépenser 56 millions d'euros pour sa future centrale de cogénération biomasse en 2016, qui amènera la création d'une centaine d'emplois dans la filière bois locale. Dans la chimie fine, [Novasep](#) a aussi annoncé un investissement de 33 millions d'euros dans une nouvelle unité de fabrication d'un principe actif pour les maladies cardio-vasculaires...

Pourquoi Lacq attire autant? « *Nous savions qu'ici, il y avait une main-d'œuvre de qualité, un soutien des pouvoirs publics et une forte acceptabilité de l'industrie par la population* », explique Bernard Martin, PDG de Toray France.

En concurrence avec la Corée du Sud pour accueillir cette usine, les élus et industriels (Total) se sont battus ensemble pour séduire le géant japonais. Ils ont mis en avant l'écosystème exceptionnel constitué ici, dans la chimie lourde, fine, verte, de l'énergie, autour du principal gisement de gaz en France, exploité depuis 1957.

Une reconversion parfaitement anticipée

Et c'est ce qui a fait la différence. Outre le fait que les collectivités locales ont apporté 12 millions d'euros pour faciliter l'arrivée de Toray, Total a versé son écot. Pour « compenser » son départ et l'arrêt de l'exploitation commerciale du gisement le 31 décembre 2013, le géant pétrolier a vendu un terrain de 160 000 m² à Toray pour un euro symbolique, et a viabilisé le terrain à ses frais, soit un « cadeau » de 10 millions d'euros.

> **A (re) lire:** [Total vend ses gazoducs en France](#)

Surtout, Total a décidé, avec les pouvoirs publics, de préserver 3 % du gisement de gaz pour permettre aux industriels sur Lacq de s'alimenter en énergie à bon marché pendant trente ans. Une décision capitale, qui offre une visibilité indispensable aux entreprises.

À cet effet, 154 millions d'euros ont été investis par [Sobegi](#), filiale à 60 % de Total, et le chimiste [Arkema](#), dans une nouvelle usine de traitement pour exploiter le fond du gisement, avec le soutien de l'État et des collectivités locales.

En réalité, tous les investissements actuels sont les fruits d'une reconversion parfaitement anticipée. Dès 1957, un franc a été mis de côté pour chaque mètre cube de gaz extrait, afin de préparer l'avenir. Ce qui a permis de récolter 20 millions d'euros.

Toutes les expertises mutualisées

De multiples efforts ont été réalisés pour diversifier les activités du bassin industriel béarnais. À peine dix ans plus tard, il est devenu un pôle d'excellence dans la chimie du soufre – le gaz de Lacq est très chargé en hydrogène sulfuré – et a fait de la France le deuxième producteur mondial de soufre en 1962.

Dans le même sens, en 1976, a été créée la Sobegi (Société béarnaise de gestion industrielle), une plate-forme destinée à gérer les moyens communs pour le compte d'industriels du bassin de Lacq. « *À l'époque, c'était particulièrement novateur de mutualiser les fluides* », souligne Alain Rousset, président de la Région Aquitaine.

Elf-Aquitaine (absorbé en 2000 par Total) a fait de la Sobegi sa « rampe de lancement » de nouvelles filières sur Lacq. Le faible coût de l'énergie à Lacq a été un argument de poids pour installer à cette période ses ex-filiales, Sanofi et Arkema.

Des arrivées, qui ont déclenché celles de Chimex, filiale de L'Oréal, du groupe Novasep dans l'industrie pharmaceutique... Parallèlement, pour aider des PME locales à émerger, un autre outil, la Sofrea (Société de financement Elf Aquitaine, ex-Total), a été imaginé.

Une « vision » industrielle sur le long terme

La force de Lacq, c'est la capacité de tous les acteurs du territoire à tirer dans le même sens. Chemparc, un « guichet unique », fondé en 2003, pour faciliter l'implantation d'entreprises et de projets sur le bassin, en est la parfaite illustration. Il est composé de l'État, de la Région, du département, de la communauté de communes, des chambres de commerce de Bayonne et Pau, mais aussi d'industriels, de chercheurs de l'université et de syndicats locaux.

Des acteurs, qui ont eu ensemble une « vision » industrielle sur le long terme. Résultat, « *à Lacq, en quelques décennies, nous sommes passés de la chimie de l'extraction à la chimie de la molécule, puis à la chimie de l'énergie avec l'arrivée d'Abengoa en 2005, groupe espagnol spécialiste des biocarburants* », résume Alain Rousset.

« *La reconversion de Lacq a été une source d'inspiration pour ma politique économique régionale* », confie celui qui fut délégué à l'industrialisation du bassin de Lacq pour le groupe Elf-Aquitaine de 1986 à 1998. Au final, 7 600 emplois industriels – contre 8 000 au pic de la production de gaz dans les années 1980 – ont été préservés à Lacq. Et, ce malgré le départ de Pechiney en 1992, qui a fermé son usine de 600 personnes.

« *C'est une reconversion unique en France* », avait rappelé, le 22 novembre 2013, Jean-Marc Ayrault, alors premier ministre, en inaugurant la nouvelle unité de traitement de gaz de Lacq.

Nicolas César (à Lacq)

<http://www.la-croix.com/Actualite/France/Lacq-un-modele-de-reconversion-industrielle-2014-12-05-1274929>

